



**Le sommet du Conseil de l'Europe réuni autour de l'Ukraine afin de sauvegarder les valeurs européennes**

**The Summit of the Council of Europe on Ukraine, to safeguard European values.**

**Il vertice del Consiglio d'Europa riunito attorno all'Ucraina per la salvaguardia dei valori europei**

## LE SOMMET DE REYKJAVIK POUR RENOUVELER LA CONSCIENCE DE L'EUROPE GRÂCE À L'UNION AUTOUR DE VALEURS COMMUNES

La présidente islandaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a accueilli le Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement des 46 États membres de l'Organisation.

Le Sommet a eu lieu à Reykjavik les 16 et 17 mai. Il s'agissait du 4ème sommet, en 73 ans d'histoire du Conseil de l'Europe, depuis son institution en 1949. À la base du Sommet, il faut reconnaître le travail du groupe de réflexion de haut niveau institué par la Présidence islandaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Selon la Présidence islandaise, le moment était venu pour le Conseil de l'Europe de s'engager par des décisions politiques au plus haut niveau et d'une nouvelle force pour réaliser son mandat principal de la tutelle des droits de l'homme, pour répondre efficacement aux défis posés par la guerre dans notre continent.

La guerre en Ukraine s'est révélée être une «sonnette d'alarme» pour l'Europe. Celui de l'Ukraine entr' autre, n'est pas le seul défi que l'Europe et le monde doivent affronter. L'arriéré démocratique, l'affaiblissement de l'état de droit et les défis à notre système de protection des droits de l'homme sont en augmentation. Il est nécessaire d'utiliser tous les instruments et tous les moyens dont on dispose pour affronter les crises multiples et complexes qui se présentent constamment à l'horizon. Ce dont on a besoin, c'est d'une forte volonté politique de la part de tous.

Gerhard Ermischer, président de la Conférence des Organisations non gouvernementales (OING), avec plus de trois cents membres dont l'AEDH, a participé au Sommet et a représenté l'Organisation toute entière.

Le sommet de Reykjavik a eu lieu au bon moment pour réaffirmer l'engagement des États membres à la faveur des valeurs défendues par le Conseil de l'Europe. En effet, le sommet a représenté une opportunité historique pour les leaders européens qui ont pu réaffirmer leur engagement commun pour les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe et pour réorienter leur mission à la lumière des nouvelles menaces visant les droits de l'homme et la démocratie afin de soutenir ultérieurement l'Ukraine grâce à des mesures concrètes pour qu'elle puisse obtenir justice envers les victimes de l'agression russe.

Le sommet a mis en évidence la nécessité d'une réponse légale internationale à l'agression militaire non provoquée, illégale et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine.

On a pu mettre nettement en évidence comment les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, les crimes d'agression, les graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international minent le tissu même de la société.

On a réaffirmé que, retenir pour responsables les vrais coupables, veut dire fournir une mesure de justice aux victimes et aux êtres chers. Il faut absolument ne pas favoriser l'impunité pour éviter d'encourager les coupables, pour faire taire les victimes et ne pas empêcher les perspectives de paix et de droits de l'homme. L'impunité envoie partout un mauvais signal.

Les leaders des 46 États membres du Conseil de l'Europe ont adopté, en conclusion du Sommet en Islande, les «Principes de Reykjavik pour la démocratie», une série de principes qui doivent être respectés



par les États démocratiques, comme la liberté d'expression, de réunion et d'association, d'institutions indépendantes, de magistrature impartiales et efficaces, de lutte contre la corruption et de participation démocratique de la société civile et des jeunes. Ils ont réaffirmé leur engagement constant envers la Convention européenne des droits de l'homme et leur forte détermination à promouvoir la paix et la stabilité en Europe.

En ce qui concerne l'environnement, les leaders ont affirmé que les droits de l'homme et de l'environnement s'entrecroisent et que, un environnement propre, sain et soutenable est la clé pour pouvoir profiter totalement des droits de l'homme.

Enfin, le sommet a approuvé d'autres priorités du Conseil de l'Europe parmi lesquelles il faut souligner la demande de nouveaux standards pour la tutelle des droits de l'homme dans l'ère digitale on Line et, enfin, en ce qui concerne plus particulièrement l'intelligence artificielle.

Le Sommet s'est également engagé à réaffirmer son unité autour de valeurs communes et sa résolution pour le multi-libéralisme basé sur le droit international. Il a aussi encouragé des initiatives destinées à affronter les défis relatifs à la démocratie et aux droits de l'homme dont fait partie. Justement, l'environnement et l'intelligence artificielle. En fin de réunion, l'Islande a cédé la Présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe à la Lettonie.

**Silvano Marseglia**  
*Président Européen AEDE*



## THE REYKJAVIK SUMMIT TO RENEW THE CONSCIENCE OF EUROPE WITH UNITY AROUND COMMON VALUES

The Icelandic Chairmanship of the Committee of Ministers of the Council of Europe hosted the Summit of the heads of state and government of the 46 member States of the Organisation.

The Summit was held in Reykjavik on 16 and 17 May. It was the 4th summit in the 73-year history of the Council of Europe, since its establishment in 1949.

Underpinning the Summit is the work of the High-Level Reflection Group promoted by the Icelandic Presidency of the Committee of Ministers of the Council of Europe.

According to the Icelandic Presidency, the time had now come for the Council of Europe to commit itself with political decisions at the highest level and with new strength to fulfill its main mandate of the protection of human rights, to respond effectively to the challenges posed by the war on our continent. The war in Ukraine proved to be a notable “alert call” for Europe. What’s more, that of Ukraine is not the only challenge that Europe and the world have to face. Democratic backsliding, the weakening of the rule of law and challenges to our human rights protection system are on the rise. It is necessary to use all the tools and means at one’s disposal to deal with the multiple and complex crises that constantly appear on the horizon. What is needed is a strong political will on the part of everyone.

Gerhard Ermischer, president of the Conference of over three hundred international non-governmental organizations (INGOs), including AEDE, was present at the summit and represented the entire organization.

The Reykjavik Summit came at the right time to reaffirm the commitment of the member States to the values defended by the Council of Europe. Indeed, the Summit represented a historic opportunity for European leaders to reaffirm their common commitment to the fundamental values of the Council of Europe and to refocus their mission in the light of new threats to human rights and democracy, as well as to further support Ukraine through concrete measures, so that it can obtain justice for the victims of Russian aggression.

The Summit highlighted the need for an international legal response to Russia’s unprovoked, illegal and unjustified military aggression against Ukraine. It has been insistently highlighted how war crimes, crimes against humanity, crimes of aggression, serious violations of human rights and international humanitarian law undermine the very fabric of societies.

It was reiterated that holding the real perpetrators accountable means providing a measure of justice to victims and their loved ones.





Impunity must absolutely not be promoted in order not to encourage the perpetrators, silence the victims and undermine the prospects for peace and human rights.

Impunity sends the wrong signal everywhere.

The leaders of the 46 member States of the Council of Europe adopted, at the conclusion of the summit in Iceland, the “Reykjavik Principles for Democracy”, a set of principles that must be respected by democratic States, such as freedom of expression, assembly and association, independent institutions, impartial and effective judiciaries, the fight against corruption and democratic participation of civil society and young people.

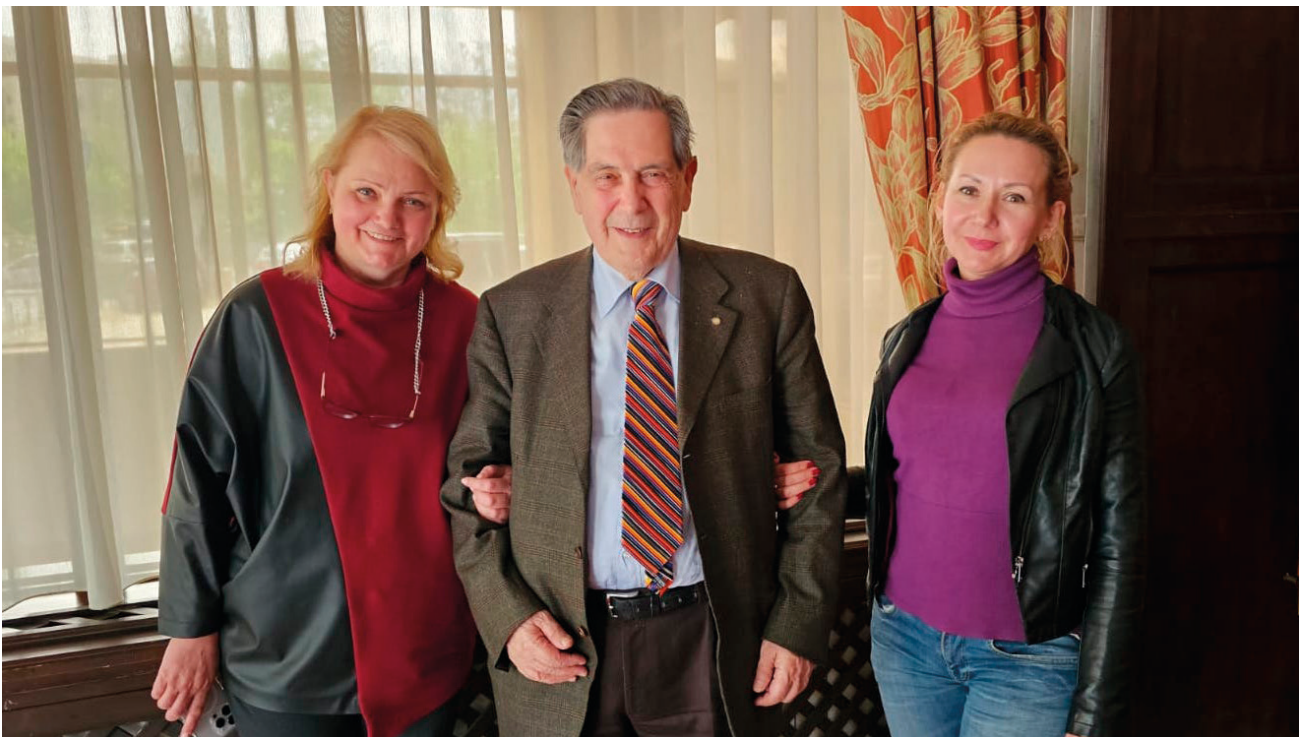
They reaffirmed their unwavering commitment to the European Convention on Human Rights and their resolute commitment to promoting peace and stability in Europe.

Regarding the environment, leaders said that human rights and the environment are intertwined and that a clean, healthy and sustainable environment is key to the full enjoyment of human rights.

Finally, the summit approved several other priorities of the Council of Europe, among which the request for new standards for the protection of human rights in the online and offline digital age should be underlined, in particular with regard to artificial intelligence.

Lastly, the Summit undertook to reaffirm the unity around common values and the firm commitment to multilateralism based on international law and also to encourage initiatives aimed at addressing the emerging challenges to democracy and human rights, including, precisely, the environment and artificial intelligence. At the end of the meeting, Iceland handed over the Chairmanship of the Committee of Ministers of the Council of Europe to Latvia.

**Silvano Marseglia**  
*European President AEDE*



**Prof.ssa Olena Kholodenko, Presidente AEDE UK**  
**Prof.ssa Olena Smolnikova AEDE UK**

## IL VERTICE DI REYKJAVIK PER RINNOVARE LA COSCIENZA DELL'EUROPA CON L'UNITÀ INTORNO A VALORI COMUNI.

La Presidenza islandese del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa ha ospitato il Vertice dei capi di Stato e di Governo dei 46 Stati membri dell'Organizzazione.

Il Vertice si è tenuto a Reykjavik il 16 e 17 maggio. Si è trattato del 4° Vertice, nei 73 anni di storia del Consiglio d'Europa, dalla sua istituzione nel 1949.

Alla base del Vertice c'è il lavoro del Gruppo di riflessione ad alto livello promosso dalla Presidenza Islandese del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa.

Secondo la Presidenza Islandese era, ormai, giunto il momento per il Consiglio d'Europa di impegnarsi con decisioni politiche al più alto livello e con nuova forza a realizzare il suo mandato principale della tutela dei diritti umani, per rispondere efficacemente alle sfide poste dalla guerra nel nostro continente. La guerra in Ucraina si è rivelato come un notevole "campanello d'allarme" per l'Europa. Quella dell'Ucraina, tra l'altro, non è l'unica sfida che l'Europa e il mondo devono affrontare. L'arretramento democratico, l'indebolimento dello stato di diritto e le sfide al nostro sistema di protezione dei diritti umani sono in aumento. È necessario utilizzare tutti gli strumenti e mezzi di cui si dispone per affrontare le molteplici e complesse crisi che si presentano costantemente all'orizzonte. Ciò di cui si ha bisogno è una forte volontà politica da parte di tutti.

Gerhard Ermischer, presidente della Conferenza delle oltre trecento Organizzazioni Internazionali non Governative (OING), tra cui l'AEDE, è stato presente al Vertice ed ha rappresentato l'intera Organizzazione.

Il vertice di Reykjavik, è arrivato al momento giusto per riaffermare l'impegno degli Stati membri nei confronti dei valori difesi dal Consiglio d'Europa. Il Vertice, infatti, ha rappresentato un'opportunità storica per i leader europei per riaffermare il loro impegno comune per i valori fondamentali del Consiglio d'Europa e per riorientare la propria missione alla luce delle nuove minacce ai diritti umani e alla democrazia, nonché per sostenere ulteriormente l'Ucraina attraverso misure concrete, affinché possa ottenere giustizia per le vittime dell'aggressione russa.

Il Vertice ha messo in evidenza la necessità di una risposta legale internazionale all'aggressione militare non provocata, illegale e ingiustificata della Russia contro l'Ucraina. È stato evidenziato con insistenza come i crimini di guerra, i crimini contro l'umanità, i crimini di aggressione, le gravi violazioni dei diritti umani e del diritto umanitario internazionale minano il tessuto stesso delle società.



È stato ribadito che il ritenere responsabili i veri colpevoli, significa fornire una misura di giustizia alle vittime e ai propri cari. Non bisogna assolutamente favorire l'impunità per non incoraggiare i colpevoli, mettere a tacere le vittime e minare le prospettive di pace e diritti umani. L'impunità invia un segnale sbagliato ovunque.

I leader dei 46 Stati membri del Consiglio d'Europa hanno adottato, in conclusione del summit in Islanda, i "Principi di Reykjavik per la democrazia", una serie di principi che devono essere rispettati dagli Stati democratici, come la libertà di espressione, riunione e associazione, istituzioni indipendenti, magistrature imparziali ed efficaci, la lotta contro la corruzione e partecipazione democratica della società civile e dei giovani. Essi hanno riaffermato il loro impegno costante nei confronti della Convenzione europea dei diritti dell'uomo ed il loro risoluto impegno per promuovere la pace e la stabilità in Europa. Per quanto riguarda l'ambiente, i leader hanno affermato che i diritti umani e l'ambiente sono intrecciati tra loro e che un ambiente pulito, sano e sostenibile è la chiave per il pieno godimento dei diritti umani. Infine, il vertice ha approvato diverse altre priorità del Consiglio d'Europa tra le quali va sottolineata la richiesta di nuovi standard per la tutela dei diritti umani nell'era digitale online e offline, in particolare per quanto riguarda l'intelligenza artificiale.

Il Vertice si è impegnato, infine, a riaffermare l'unità attorno a valori comuni ed il fermo impegno per il multilateralismo basato sul diritto internazionale ed anche ad incoraggiare iniziative volte ad affrontare le sfide emergenti alla democrazia e ai diritti umani, tra cui, appunto, l'ambiente e l'intelligenza artificiale. Alla fine della riunione, l'Islanda ha ceduto la Presidenza del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa alla Lettonia.

**Silvano Marseglia**  
*Presidente Europeo AEDE*





## LA FORCE DES FEMMES

**Honorable LARA COMI**  
*Parlementaire européen*

Je m'appelle Lara et, avant d'être parlementaire européenne, je suis une femme. Une femme qui veut être la voix des sans-voix.

Pendant des années, j'ai été victime de harcèlement et de violence verbale, sur les réseaux sociaux et au-delà et, précisément à la lumière de ces expériences difficiles, j'ai souvent promu des initiatives et des combats pour protéger les femmes.

Il y a des années, j'ai créé une page Facebook intitulée "La force des femmes", qui raconte le monde féminin à 360°, rassemblant des histoires et des expériences passionnantes de réussite féminine et entrepreneuriale mais aussi de nombreux, voire trop nombreux, témoignages touchants et douloureux de victimes.

Cela me convainc de plus en plus de l'importance de traiter cette question avec sérieux et urgence. Comme le montrent les données, au fil des années, la violence, y compris la violence domestique, n'a pas diminué, malgré le fait que les politiques publiques s'intéressent depuis longtemps à la question. Évidemment, cela ne suffit pas.

La violence à l'égard des femmes et la violence domestique continuent de figurer parmi les violations des droits de l'homme les plus répandues dans le monde, affectant tous les horizons de la vie, quelle que soit leur origine culturelle, religieuse, économique, sociale ou géographique.

Selon les estimations mondiales de l'OMS, une femme sur trois dans le monde est victime de violence sexiste au cours de sa vie et les données ne sont pas rassurantes même en Europe.

En effet, une enquête menée par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a montré qu'entre 45% et 55% des femmes et des filles de l'Union européenne âgées de 15 ans et plus ont été victimes de harcèlement sexuel. Même en Italie, les données sont dramatiques, si l'on pense que les données de l'ISTAT montrent que 31,5% des femmes âgées de 16 à 70 ans ont subi une forme de violence physique ou sexuelle au cours de leur vie et, plus douloureux encore, nous apprenons que les formes de violence les plus graves sont exercées par des partenaires, des proches ou des amis.



La pandémie de COVID-19 a contribué à exacerber ces événements et, malheureusement, la propagation du Web et des médias sociaux a également entraîné une augmentation de la violence en ligne, en particulier celle visant à la fois les jeunes femmes et les personnes exposées publiquement, y compris les journalistes et les politiciens.

Précisément à la lumière de mon expérience personnelle, j'accorde une attention particulière au crime de harcèlement qui, même aujourd'hui, malgré son incidence en termes de victimes enregistrées, n'est pas considéré comme un crime dans de nombreux pays européens.

En effet, alors qu'en Italie le harcèlement est un crime prévu et puni par l'article 612-bis introduit par le décret-loi n. 11/2009, ce n'est pas le cas dans divers Etats européens où non seulement cela ne constitue pas un crime, mais l'absence de réglementation risque de mettre en danger les victimes qui voient la protection annulée une fois les frontières nationales franchies.

Je n'ai jamais cessé de lutter pour établir le crime de harcèlement au niveau européen afin de garantir une plus grande protection aux victimes même lorsqu'elles sortent des frontières italiennes.

La sécurité est un droit qui ne doit connaître ni frontières ni limiter les déplacements des victimes mais, à ce jour, de nombreux pays membres n'ont toujours pas ratifié la Convention d'Istanbul, c'est-à-dire le traité international des droits de l'homme pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, souvent considéré comme la référence textuelle dans la lutte contre les violences basées sur le genre, pays parmi lesquels il y a la République tchèque, la Bulgarie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie. Il est inacceptable qu'en 2023 il n'y ait toujours pas de ratification unanime: tout pays démocratique ne peut ignorer la protection des femmes et de leurs droits qui représentent la première étape de la transposition du harcèlement en crime.

Je sais très bien ce que cela signifie d'en être victime et, malheureusement, je sais parfaitement combien de lacunes il y a à cet égard, même en Italie.

Il reste encore beaucoup à faire, à commencer par une plus grande sensibilisation: encore trop de femmes ont peur de dénoncer par peur de ne pas être entendues.



Bien qu'il existe une loi au niveau italien, les victimes du harcèlement savent à quel point son application est lente et présente de nombreux obstacles, à tel point que les femmes sont souvent obligées de déposer diverses plaintes avant de recevoir des mesures pour leur propre protection, risquant souvent que cette lenteur se traduise en tragédie.

Le Code Rouge est un excellent point de départ, mais nous avons encore un long chemin à parcourir pour le perfectionner.

Les dernières interventions envisagent la possibilité d'invoquer les enquêtes préliminaires afin d'accélérer les investigations souvent trop lentes.

Nous ne pouvons pas permettre que cela se reproduise.

Il est clair que la fragmentation législative, tant au niveau européen que dans les différents États membres, nuit à l'objectif de protection des victimes de violence, y compris le harcèlement et, pour cette raison, je continuerai à œuvrer pour qu'une norme européenne commune de législation sur le harcèlement, sollicitant même ceux qui n'ont pas encore ratifié la Convention d'Istanbul.

Une Europe toujours plus attentive à l'harmonisation des procédures industrielles et au lancement de politiques de défense communes ne peut manquer d'accorder la même attention à la question de la lutte contre la violence.

Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons être un exemple pour les pays du monde où, aujourd'hui encore, tous les droits des femmes sont bafoués et non reconnus.

Je m'engage à écouter et à donner la parole à ceux qui l'ont fait et ont eu le courage de s'exprimer, à ceux qui ne trouvent toujours pas ce courage et surtout à ceux qui ne peuvent plus utiliser cette voix.

Allez, les femmes.

Ensemble nous y arriverons.



Fonte: [www.alamy.it](http://www.alamy.it)



## THE STRENGTH OF WOMEN

**Hon. LARA COMI**  
*European parliamentarian*

My name is Lara and, before being a European Parliamentarian, I am a woman. A woman who wants to be the voice of the voiceless.

For years I have been the victim of stalking and verbal violence, on social networks and beyond and, precisely in the light of these difficult experiences, I have often promoted initiatives and battles to protect women.

Years ago I created a Facebook page called “The strength of women”, which tells about the female world at 360°, collecting exciting stories and experiences of female and entrepreneurial success but also many, indeed too many, touching and painful testimonies of victims.

This convinces me more and more of the importance of treating this issue with seriousness and urgency. As the data demonstrates, over the years violence, including domestic violence, has not decreased, despite the fact that public policies have long been interested in the issue. Obviously, that’s not enough. Violence against women and domestic violence continue to be among the most widespread human rights violations in the world, affecting all walks of life, regardless of cultural, religious, economic, social or geographical background.

According to WHO World Estimates, one in three women worldwide is a victim of gender-based violence in the course of her life and the data is not reassuring even in Europe.

In fact, a survey conducted by the European Union Agency for Fundamental Rights showed that between 45% and 55% of women and girls in the European Union aged 15 and over have been victims of sexual harassment.

Even in Italy the data is dramatic, if we think that ISTAT data show that 31.5% of women between the ages of 16 and 70 have suffered some form of physical or sexual violence in the course of their lives and, even more painful, we learn that the most serious forms of violence are exercised by partners, relatives or friends.

The COVID-19 pandemic has contributed to exacerbate these events and, unfortunately, the spread of the web and social media has also led to an increase in online violence, especially that aimed at both young women and those publicly exposed, including journalists and politicians.

Precisely in the light of my personal experience, I pay particular attention to the crime of stalking which, even now, despite its incidence in terms of registered victims, is not considered a crime in many European countries.

In fact, while in Italy stalking is a crime foreseen and punished by article 612-bis introduced by Law Decree n. 11/2009, this is not the case in various European states, where not only does it not constitute a crime, but the lack of regulation risks endangering the victims who see the protection canceled once national borders are crossed.

I have never stopped fighting to establish the crime of stalking at European level so as to guarantee greater protection for victims even when they go outside the Italian borders.

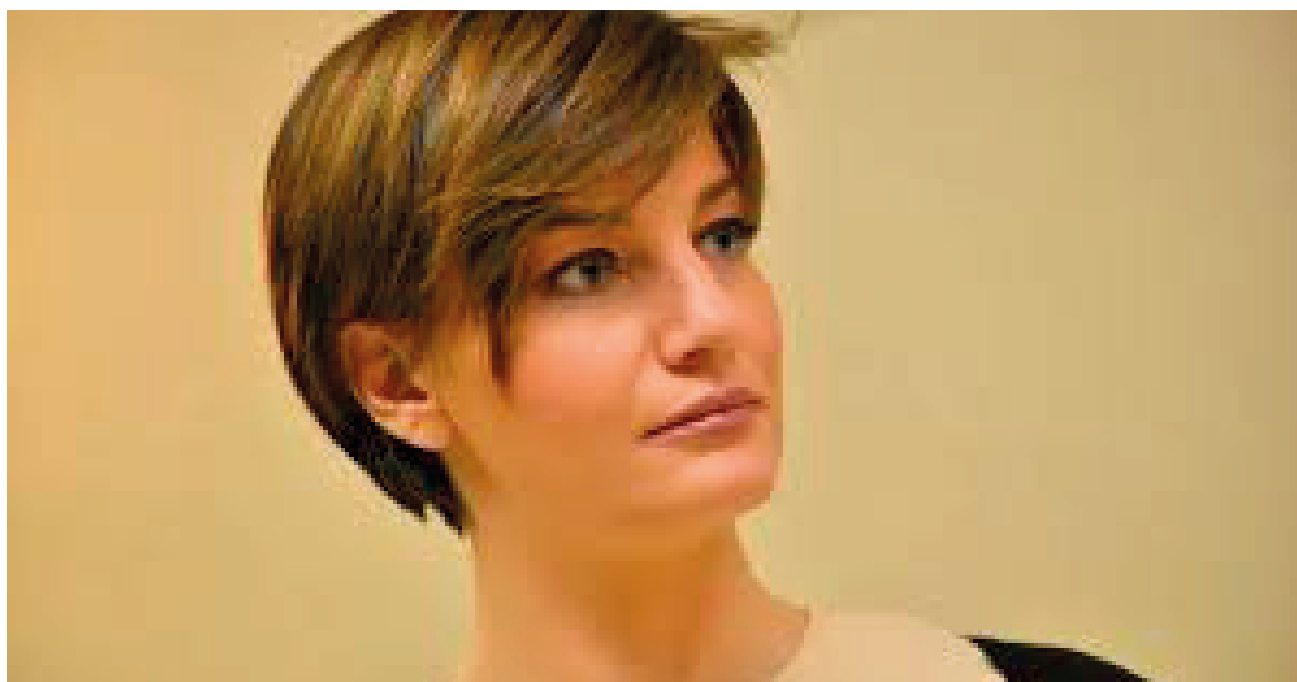
Security is a right that must know neither borders nor limit the movement of victims but, to date, many member Countries have still not ratified the Istanbul Convention, i.e. the international treaty on human rights for the elimination of violence against women, often considered the reference text in the fight against gender-based violence, including the Czech Republic, Bulgaria, Hungary, Latvia, Lithuania and Slovakia.

It is unacceptable that in 2023 there is still no unanimous ratification: every democratic country cannot ignore the protection of women and their rights which represent the first step in transposing stalking as a crime.

I know very well what it means to be a victim of it and, unfortunately, I know perfectly well how many gaps there are in this regard, even in Italy.

There is still a lot to do, starting with greater awareness: still too many women are afraid to report for fear of not being heard.

Although there is a law at the Italian level, those who are victims of stalking know how slow its application is and present many obstacles, so much so that women are often forced to present various complaints before receiving measures for their own protection, often risking that this slowness translate into tragedy.



The Red Code is a great starting point, but we still have a long way to go to perfect it.

The latest interventions envisage the possibility of avoking the preliminary investigations so as to speed up the investigations which are often too slow. We must not allow this to happen again.

It is clear that the legislative fragmentation, both at European level and in the individual Member States, harms the objective of protecting victims of violence, including stalking and, for this reason, I will continue to work so that a common European standard of legislation on the stalking, soliciting even those who have not yet ratified the Istanbul Convention.

A Europe that is ever more attentive to the harmonization of industrial procedures and to the launch of common defense policies cannot fail to devote the same attention to the issue of the fight against violence.

Only in this way can we be an example for those Countries of the world where, even today, every right of women is violated and not recognized.

I am committed to listening and giving a voice to those who made it and had the courage to speak out, to those who still can't find that courage and above all to those who can no longer use that voice.

Come on, women.

Together we will make it.





## LA FORZA DELLE DONNE

**Onorevole LARA COMI**  
*Parlamentare Europeo*

Mi chiamo Lara e, prima di essere un Parlamentare europea sono una donna. Una donna che vuole essere voce di chi non ha voce.

Per anni sono stata vittima di stalking e di violenza verbale, sui social e non solo e, proprio alla luce di queste difficili esperienze, mi sono fatta spesso promotrice di iniziative e battaglie a tutela delle donne.

Anni fa ho creato una pagina Facebook chiamata “La forza delle donne”, che racconta il mondo femminile a 360°, raccogliendo storie ed esperienze emozionanti di successo femminile ed imprenditoriale ma anche tante, anzi troppe, toccanti e dolorose testimonianze di vittime.

Ciò mi convince sempre più dell'importanza di trattare questo tema con serietà ed impellenza.

Come dimostrano i dati, negli anni le violenze, anche domestiche, non hanno subito una flessione, nonostante le politiche pubbliche si siano lungamente interessate della tematica.

Evidentemente, non è abbastanza.

La violenza contro le donne e la violenza domestica continuano ad essere tra le violazioni dei diritti umani più diffuse al mondo e colpiscono ogni estrazione sociale, indipendentemente dal contesto culturale, religioso, economico, sociale o geografico.

Secondo le Stime mondiali dell'OMS, una donna su tre in tutto il mondo è vittima di violenza di genere nel corso della propria vita e nemmeno in Europa i dati sono rassicuranti.

Infatti, un'indagine condotta dall'Agenzia dell'Unione Europea per i Diritti Fondamentali ha mostrato che tra il 45% e il 55% delle donne e delle ragazze nell'Unione europea dai 15 anni in su sono state vittime di molestie sessuali.

Anche in Italia i dati sono drammatici, se pensiamo che dati ISTAT mostrano che il 31,5% delle donne tra 16 e 70 anni ha subito nel corso della propria vita una qualche forma di violenza fisica o sessuale e, ancor più doloroso, si apprende che le forme più gravi di violenza sono esercitate da partner, parenti o amici.

La pandemia di COVID-19 ha contribuito ad acuire tali accadimenti e, purtroppo, la diffusione del web e dei social media ha portato ad un incremento anche della violenza online, soprattutto quella rivolta sia alle giovani donne sia a quelle esposte pubblicamente tra cui giornaliste e politiche.

Proprio alla luce della mia esperienza personale, particolare attenzione la ripongo nei confronti del reato di stalking che, tutt'ora, nonostante la sua incidenza in termini di vittime registrate, non viene ritenuto reato in molti Paesi d'Europa.

Infatti, mentre in Italia lo stalking è un reato previsto e punito dall'articolo 612-bis introdotto dal Decreto legge n. 11/2009, questo non è così in vari Stati europei dove non solo non costituisce reato, ma la mancata normazione rischia di mettere in pericolo le vittime che vedono annullata la tutela una volta varcati i confini nazionali.

Non ho mai smesso di battermi per istituire il reato di stalking a livello europeo così da garantire una tutela maggiore alle vittime anche quando vanno fuori dai confini italiani.

La sicurezza è un diritto che non deve conoscere né frontiere né limitare la circolazione delle vittime ma, ad oggi, ancora tanti Paesi membri non hanno ratificato la Convenzione di Istanbul, cioè il trattato internazionale sui diritti umani per l'eliminazione della violenza contro le donne, spesso considerata il testo di riferimento nella lotta contro la violenza di genere, tra cui vi sono la Repubblica Ceca, Bulgaria, Ungheria, Lettonia, Lituania e Slovacchia.

È inaccettabile che nel 2023 non ci sia ancora una ratifica unanime: ogni paese democratico non può prescindere dalla tutela delle donne e dei loro diritti che rappresentano il primo passo per recepire lo stalking come reato.

Io so benissimo cosa significa esserne vittima e, purtroppo, so perfettamente quante lacune, anche in Italia, ci siano a riguardo.

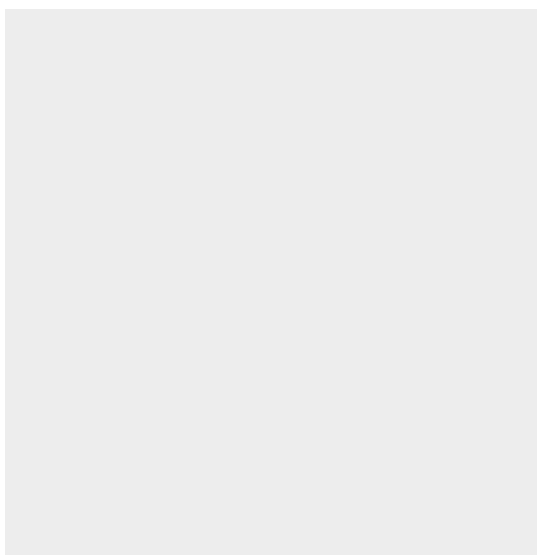
C'è ancora molto da fare, partendo da una maggiore sensibilizzazione: ancora troppe donne hanno paura di denunciare temendo di non essere ascoltate.

Nonostante ci sia una legge a livello italiano, chi è vittima di stalking sa quanto la sua applicazione sia lenta e presenti molti ostacoli tanto che, spesso, le donne sono costrette a presentare svariate denunce prima di ricevere provvedimenti a propria tutela, rischiando spesso che questa lentezza si traduca in tragedia.

Il Codice rosso è un ottimo punto di partenza, ma abbiamo ancora molto da fare per perfezionarlo.

Gli ultimi interventi prevedono ipotesi di avocazione delle indagini preliminari così da consentire una velocizzazione delle indagini che spesso troppo lente.

Non possiamo permettere che questo accada ancora.



È evidente che la frammentazione legislativa, sia a livello europeo sia nei singoli Stati membri, lede l'obiettivo di tutelare le vittime di violenza, anche di stalking e, per questo, continuerò a lavorare affinché a breve venga approvata una norma europea di legislazione comune sullo stalking, sollecitando anche coloro che ancora non hanno ratificato la Convenzione di Istanbul.

Un'Europa sempre più attenta all'armonizzazione delle procedure industriali e all'avvio di politiche comuni di difesa non può non dedicare la stessa attenzione al tema della lotta alla violenza.

Solo così potremo essere di esempio per quei Paesi del mondo dove, ancora oggi, ogni diritto delle donne è violato e non riconosciuto.

Io mi impegno ad ascoltare e dare voce a chi ce l'ha fatta e ha avuto il coraggio di parlare, a chi quel coraggio non riesce ancora a trovarlo e soprattutto a chi quella voce non può più usarla.

Forza, donne.

Insieme ce la faremo.







**L'honorable Brando Benifei**  
**Co-rapporteur Commission IA**  
**Parlement européen**

L'introduction de systèmes d'intelligence artificielle dans nos vies représente un bond en avant extraordinaire qui apporte de grandes opportunités mais aussi de grands risques.

Bien que le grand public ait découvert l'Intelligence Artificielle avec l'introduction toute récente de ChatGPT, un logiciel conçu pour simuler une conversation avec un être humain, qui fait partie des Intelligences Artificielles dites génératives, capables d'écrire des textes et/ou de créer des images, des sons ou des vidéos, en réalité les systèmes d'IA sont déjà utilisés dans de nombreux domaines et nous avons déjà pu en ressentir les risques tout sauf théoriques dans la réalité: des logiciels utilisés par les employés des ressources humaines, qui en sélectionnant le personnel finissent par reproduire les inégalités sous-jacentes aux données sur lesquelles ils sont formés et finissent, par exemple, à défavoriser les femmes et les personnes de couleur, aux logiciels de reconnaissance faciale, qui risquent des erreurs sensationnelles, au «social scoring», c'est-à-dire à la classification des personnes en fonction des comportements sociaux, comme cela se produit en Chine, à la police prédictive et à celles utilisées par les magistrats pour juger de la dangerosité d'un individu, et donc prononcer également d'éventuelles condamnations, sur la base des indications de l'IA, pour la création de fake news avec des textes et photos inventés qui deviennent viraux sur les réseaux sociaux.

C'est pourquoi à Bruxelles, depuis le début de la législature européenne, en 2019, nous avons commencé à travailler sur la première législation au monde pour réglementer cette terre frontalière avant qu'elle ne devienne un Far West dangereux, ou avant que les règles ne soient établies par d'autres modèles sociaux, moins attentifs aux droits des personnes que celui de l'Europe.

Personnellement, j'ai eu l'honneur et la charge d'être nommé co-rapporteur du Parlement européen avec mon collègue Dragos Tudorache.

Ce règlement, comme le RGPD, a également de bonnes chances de s'imposer comme un standard-monde, selon la logique bien décrite dans l'essai "Effet Bruxelles", selon laquelle, dans une économie mondialisée, les multinationales trouvent plus fonctionnel d'adopter la norme la plus stricte et l'Union européenne représente un point de référence mondial en termes d'État de droit et de liberté civils, aussi parce que les États-Unis ont une tradition juridique de défense des droits devant les tribunaux avec de grandes batailles ex post, plutôt qu'une réglementation ex ante comme dans l'UE.

Précisément en raison de sa capacité d'influence reconnue, notre travail a suscité l'intérêt des autorités, des entreprises, des organisations internationales telles que l'OCDE et des initiés du monde entier. Après presque trois ans de travail, avec des réunions, des séminaires et des conférences dans le monde entier, le nouveau règlement a été approuvé de manière préliminaire le 11 mai dernier, lors de la session plénière à Strasbourg, dans les deux commissions parlementaires compétentes: celle pour le Marché intérieur, dont j'appartiens, et les libertés civiles, où travaille mon collègue Tudorache. C'est la première étape avant le vote en plénière en juin. Ensuite, le texte approuvé par le Parlement représentera sa position de négociation dans la phase des soi-disant trilogues, avec le Conseil et la Commission, où il sera opposé au texte du Conseil. Une fois qu'un accord aura été trouvé entre les deux codécideurs sur la base des textes respectifs, le règlement sera définitivement approuvé pour entrer en vigueur, espérons-le, en 2024.

Les règles suivent une approche par étapes et établissent des obligations pour les fournisseurs et les utilisateurs en fonction du niveau de risque que l'IA peut générer. Les systèmes d'IA présentant un niveau de risque inacceptable pour la sécurité humaine sont strictement interdits, y compris les systèmes qui utilisent des techniques subliminales ou intentionnellement manipulatoires, ceux qui exploitent les vulnérabilités des personnes ou sont utilisés pour le scoring social, la reconnaissance faciale en temps réel, la reconnaissance des émotions dans les zones les plus sensibles contextes, catégorisation biométrique, etc.

En pratique, l'interdiction est déclenchée lorsqu'un certain niveau de risque est reconnu pour la santé, la sécurité et surtout les droits fondamentaux. L'objectif pour la majeure partie des systèmes réglementés, c'est-à-dire ceux à haut risque, est de prévenir et d'atténuer les risques, grâce à des procédures de certification pour vérifier le respect des exigences, y compris la gouvernance des données, le contrôle humain, les spécifications techniques et plus, augmentant le potentiel pour les consommateurs et les entreprises, pour créer du développement et des opportunités.



Sur deux points au Parlement européen nous avons apporté des changements substantiels à la proposition initiale de la Commission européenne: la limitation très forte de la reconnaissance biométrique par la police pour la surveillance des lieux publics, qui dans le projet prévoyait des exceptions trop étendues.

La reconnaissance biométrique en temps réel est interdite et on s'attend à ce qu'il y en ait une possibilité d'utilisation très limitée par les autorités de police uniquement en cas d'utilisation différée et pour des délits déjà commis, et uniquement avec autorisation judiciaire préalable.

Il y a tellement d'erreurs de cette technologie que le risque d'arrêter des innocents à partir d'images confuses et indéfinies est trop élevé. Là-dessus on enregistre les plus grandes différences avec ceux qui ont une vision sécuritaire et sont moins attentifs aux libertés civiles, qui souhaitent une plus grande utilisation des systèmes de reconnaissance faciale pour accroître la sécurité.

Par ailleurs, dans le texte voté à Strasbourg il y a la disposition d'une étude d'impact sur les droits fondamentaux pour les IA à haut risque, une mesure que j'ai moi-même insérée car je la considère d'une importance cruciale dans l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les secteurs à haut risque: sur la base de celle-ci, les utilisateurs de l'IA, avant de l'utiliser réellement, que ce soit sur le lieu de travail, dans les contrôles aux frontières, dans le cadre de l'éducation, etc., devront évaluer si, dans le contexte spécifique dans lequel elle est utilisée, présente des risques particuliers pour des segments spécifiques de la population, que le fabricant ne pouvait pas prévoir, impliquant des associations de représentants de ces groupes, et préparant un plan de réduction des risques, sans lequel l'application ne peut pas être utilisée dans ce cas particulier.





De manière générale, nous avons alors augmenté le nombre de cas d'usages interdits, par exemple certains domaines de reconnaissance émotionnelle, pour assurer une plus grande protection des personnes. Il est probable que ceux-ci, en particulier l'interdiction absolue de la reconnaissance biométrique en temps réel (et partielle pour les usages ex post), seront les enjeux majeurs du conflit dans les négociations avec les gouvernements.

Nous avons également inclus des mesures sur l'IA générative, comme ChatGPT ou MidJourney, qui lorsque nous avons commencé notre travail n'était pas encore aussi accessible au grand public ou aussi puissante qu'elle l'est maintenant. Dans ce cas, le mot clé est la transparence, car les résultats que ChatGPT et d'autres systèmes similaires génèrent sont déterminés par la base des montagnes de données sur lesquelles ils ont été formés.

Il est donc évident que si l'IA va "pêcher" tout le matériel sur le net, sans faire la distinction entre fake news, propagande, complotisme ou sites racistes, les réponses qu'elle donnera seront influencées sans que l'utilisateur ne s'en rende compte. En même temps, ils sont très susceptibles d'exploiter le travail, la créativité et le droit d'auteur d'autrui, sans leur en faire profiter.

Ainsi, selon nos règles, ces systèmes devront déclarer de manière transparente chaque fois qu'un texte est généré par l'IA, ainsi qu'un résumé détaillé des données d'entraînement protégées par le droit d'auteur. Ces choix permettront au lecteur (ou à quiconque voit une vidéo ou une image, etc.) de savoir qu'il lit quelque chose qui n'est pas créé par un être humain, et cela facilitera également les demandes de ceux qui ont produit le matériel sur lequel l'IA est formée, avec une éventuelle indemnisation, le cas échéant. De plus, la lutte contre la production de contenus illégaux sera facilitée ainsi que l'identifiabilité des deepfakes.

Mais il ne s'agit pas seulement de fixer des limites et des interdictions. Réglementer l'intelligence artificielle, c'est aussi permettre l'innovation et saisir les opportunités qu'elle offre.

Cela ne sera possible que si nos règles sont suffisamment opportunes et efficaces pour construire une société basée sur la confiance plutôt que sur la peur et le rejet du changement.

Si dans un avenir proche les cas d'abus et de blocages par les autorités se multiplient, comme celui imposé temporairement en Italie à ChatGPT pour violation des règles de confidentialité, nous finirons par laisser le leadership du changement à des entreprises et des autorités politiques moins scrupuleuses que les nôtres.



Pour promouvoir l'innovation en IA, nous avons donc ajouté des exemptions à ces règles pour les activités de recherche et pour les composants de systèmes d'intelligence artificielle fournis sous licences open source.

La nouvelle loi promeut également les soi-disant "bacs à sable", ou espaces d'expérimentation des environnements réglementaires et contrôlés mis en place par les pouvoirs publics pour tester l'intelligence artificielle avant sa mise en œuvre.

En bref, compte tenu de l'impact transformateur que les systèmes d'IA auront sur nos sociétés et nos économies, ce règlement européen est crucial et devra résister au défi du temps et des mises à jour inévitables. Être le premier au monde à réglementer un terrain inexploré comme celui de l'intelligence artificielle signifie qu'il n'y a pas de cartes sur lesquelles vous pouvez compter pour vous orienter et pour cela, il est plus important que jamais d'avoir une boussole claire de vos valeurs. Sur cette question, toutes les différences se dessinent entre la vision "humano-centrée" attentive aux droits et libertés civiles de l'Union européenne et de son modèle social, et celle des autocraties ou des systèmes capitalistes où les besoins de l'économie priment sur ceux de la société; entre ceux d'entre nous qui promeuvent l'Europe des patries, complètement sans défense sur des questions aussi mondiales, et ceux qui croient en l'unité et donc dans la force de l'Union européenne; entre ceux qui ont une tradition politique attentive à la vulnérabilité des individus et des groupes sociaux les plus défavorisés et ceux qui privilégient la sécurité ou le marché; entre ceux qui voient des opportunités dans le changement et ceux qui rejettent complètement la modernité.

Nous envisageons d'approuver ce règlement avant la fin de la législature, pour que les règles s'appliquent au plus vite, pour protéger tous les citoyens européens et en faveur des entreprises.





## Artificial intelligence systems: opportunities and risks

Hon. Brando Benifei  
Co-rapporteur Commission AI  
European Parliament

The introduction of artificial intelligence systems into our lives represents an extraordinary technological leap that brings with it great opportunities but also great risks.

Although the general public has discovered Artificial Intelligence with the very recent introduction of ChatGPT, software designed to simulate a conversation with a human being, which is part of the so-called generative Artificial Intelligences, capable of writing texts and/or creating images, sounds or videos, in reality. AI systems are already being used in many areas and we have already been able to experience its anything but theoretical risks in reality: from the software used by human resources employees, who in selecting personnel end up reproducing the inequalities underlying the data on which they are trained and end up, for example, putting women and people of color at a disadvantage, to facial recognition software, which risks sensational errors, to “social scoring”, i.e. the classification of people based on social behavior, as occurs in China, to predictive police and those used by magistrates to judge the dangerousness of an individual, and therefore also impose any sentences, based on the indications of the AI, to the creation of fake news with invented texts and photos that go viral on social networks. This is why in Brussels, since the beginning of the European legislature, in 2019, we have started to work on the first legislation in the world to regulate this frontier land before it becomes a dangerous Far West, or before the rules are established by other social models, less attentive to people’s rights than the European one.

I personally had the honor and the burden of being appointed co-rapporteur of the European Parliament, together with my colleague Dragos Tudorache.

This regulation, like the GDPR, also has a good chance of establishing itself as a world standard, according to the logic well described in the essay “Brussels Effect”, whereby in a globalized economy multinationals find it more functional to adopt the strictest standard and the European Union represents a

global point of reference in terms of the rule of law and civil liberties, also because the United States has a legal tradition of defending rights in the courts with great ex post battles, rather than ex ante regulation as in the EU.

Precisely because of its recognized ability to influence, our work has aroused the interest of authorities, companies, international organizations such as the OECD and insiders from all over the world.

After almost three years of work, with meetings, seminars and conferences all over the world, the new regulation was approved in a preliminary way last May 11, during the plenary session in Strasbourg, in the two competent parliamentary commissions: the one for the internal market, of which I belong, and the one on civil liberties, where my colleague Tudorache works. It is the first step before the plenary vote in June. Then the text approved by the Parliament will represent its negotiating position in the phase of the so-called trilogues, with the Council and the Commission, where it will oppose the text of the Council. Once an agreement has been found between the two co-deciders on the basis of the respective texts, the Regulation will be definitively approved to enter into force, hopefully, in 2024.

The rules follow a stepwise approach and set obligations for providers and users, depending on the level of risk that AI can generate. AI systems with an unacceptable level of risk to human safety are strictly prohibited, including systems that employ subliminal or intentionally manipulative techniques, those that exploit people's vulnerabilities or are used for social scoring, facial recognition in real time, recognition of emotions in the most sensitive contexts, biometric categorization etc.

In practice, the prohibition is triggered when a certain level of risk is recognized for health, safety and, above all, fundamental rights. The goal for the bulk of regulated systems, i.e. those with high risk, is to prevent and mitigate risks, through certification procedures to verify the fulfillment of requirements, including data governance, human control, technical specifications and more, increasing the potential for consumers and businesses, to create development and opportunities.

On two points in the European Parliament we have made substantial changes to the original proposal of the European Commission: the very strong limitation of biometric recognition by the police for the surveillance of public places, which in the draft provided for overly extended exceptions.





Real-time biometric recognition is prohibited and there is expected to be one possibility of very limited use by the police authorities only in case of deferred use and for crimes already committed, and only with prior judicial authorisation.

There are so many errors of this technology that the risk of stopping innocents starting from confused and undefined images is too high. On this we register the greatest differences with those who have a security vision and are less attentive to civil liberties, who wish for a greater use of facial recognition systems to increase security.

Furthermore, in the text voted in Strasbourg there is the provision of an impact assessment on fundamental rights for high-risk AIs, a measure that I myself inserted because I consider it of crucial importance in the use of artificial intelligence in sectors at high risk: on the basis of it, the users of AI, before actually using it, whether it is in the workplace, in border controls, in the context of education, etc., will have to evaluate whether, in the specific context in which it is used, poses particular risks for specific segments of the population, which the manufacturer could not foresee, involving associations of representatives of such groups, and preparing a plan to reduce the risks, without which the application cannot be used in that particular case.

In general, we then increased the number of cases of prohibited use, for example some areas of emotional recognition, to ensure greater protection of people. It is probable that these, in particular the absolute ban on real-time biometric recognition (and partial for ex post uses), will be the major conflict issues in the negotiations with the governments.

We have also included measures on generative AI, such as ChatGPT or MidJourney, which when we started our work was not yet as accessible to the general public or as powerful as it is now. In this case the keyword is transparency, because the results that ChatGPT and other similar systems provide are determined by the basis of the big amounts of data on which they have been trained.

It is therefore obvious that if the AI “trawls” all the material on the net, without distinguishing between fake news, propaganda, conspiracy or racist sites, the answers it gives will be influenced without the user be aware of it. At the same time, they are very likely to exploit the work, creativity and copyright of others, without benefiting them.

So according to our rules these systems will have to declare transparently whenever a text is generated by the AI, as well as provide a detailed summary of the copyrighted training data. These choices will allow the reader (or whoever sees a video or image, etc.) to know that they are reading something not created by a human being, and this will also facilitate the requests of those who produced the material on which the AI works. is trained, with possible compensation, where due. Furthermore, the fight against the production of illegal content will be facilitated as well as the identifiability of deepfakes.

But it's not just about setting limits and prohibitions. Regulating artificial intelligence also means allowing innovation and seizing the opportunities it offers.

This will only be possible if our rules are timely and effective enough to build a society based on trust, rather than fear and rejection of change.

If in the near future the cases of abuse and blockages by the authorities multiply, such as the one temporarily imposed in Italy on ChatGPT for violation of privacy rules, we will end up leaving the leadership of the change to less scrupulous companies and political authorities than ours.

To promote AI innovation, therefore, we have added exemptions to these rules for research activities and for components of artificial intelligence systems provided under open source licenses. The new law also promotes the so-called “sandboxes”, or spaces for regulatory experimentation, controlled environments set up by public authorities to test artificial intelligence before its implementation.

In short, given the transformative impact that AI systems will have on our societies and economies, this European regulation is crucial and will have to withstand the challenge of time and the inevitable updates.





Being the first in the world to regulate an uncharted land like that of artificial intelligence means that there are no maps on which you can rely on for orientation and, for this, it is more important than ever to have a clear compass of your values. On this issue, all the differences emerge between the “human-centric” vision attentive to the rights and civil liberties of the European Union and its social model, and that of autocracies or capitalist systems where the needs of the economy prevail over those of society; between those of us who promote the Europe of the Homelands, completely defenseless on such global issues, and those who believe in unity and therefore in the strength of the European Union; between those who have a political tradition attentive to the vulnerability of the most disadvantaged individuals and social groups and those who give priority to security or the market; between those who see opportunities in change and those who reject modernity altogether.

We hope to approve this regulation before the end of the legislature, to ensure that the rules apply as soon as possible, to protect all European citizens and in favor of companies.





## I sistemi di intelligenza artificiale: opportunità e rischi

**On. Brando Benifei**  
*Co-relatore Commissione IA*  
*Parlamento Europeo*

L'introduzione nelle nostre vite dei sistemi di intelligenza artificiale rappresenta un salto tecnologico straordinario che porta con sé grandi opportunità ma anche grandi rischi.

Anche se il grande pubblico ha scoperto l'Intelligenza Artificiale con l'introduzione recentissima di Chat-GPT, software progettato per simulare una conversazione con un essere umano, che fa parte delle cosiddette Intelligenze Artificiali generative, in grado di scrivere testi e/o creare immagini, suoni o video, in realtà i sistemi di IA vengono già utilizzati in molti ambiti e abbiamo già potuto sperimentare nella realtà i suoi rischi tutt'altro che teorici: dai software utilizzati dagli addetti delle risorse umane, che nel selezionare il personale finiscono per riprodurre le disuguaglianze alla base dei dati su cui sono stati addestrati e finiscono ad esempio per svantaggiare donne e persone di colore, ai software di riconoscimento facciale, che rischiano errori clamorosi, al "social scoring", cioè la classificazione delle persone in base al comportamento sociale, come avviene in Cina, ai sistemi di polizia predittiva e quelli usati dai magistrati per giudicare la pericolosità di un individuo, e quindi comminare anche le eventuali condanne, in base alle indicazioni dell'IA, alla creazione di fake news con testi e foto inventate che diventano virali sui social.

Per questo a Bruxelles, fin dall'inizio della legislatura europea, nel 2019, abbiamo iniziato a lavorare alla prima normativa al mondo per disciplinare questa terra di frontiera prima che diventi un pericoloso Far West, o prima che le regole siano stabilite da altri modelli sociali, meno attenti ai diritti delle persone rispetto a quello europeo.

Personalmente ho avuto l'onore e l'onere di essere stato nominato co-relatore del Parlamento europeo insieme al collega Dragos Tudorache.

Anche questo regolamento, come il GDPR, ha buone probabilità di imporsi come standard mondiale, secondo la logica descritta bene nel saggio "Brussels Effect", per cui in un'economia globalizzata le mul-

tinazionali trovano più funzionale adottare lo standard più stringente e l'Unione Europea rappresenta un punto di riferimento mondiale in fatto di Stato di diritto e libertà civili, anche perché gli Stati Uniti hanno una tradizione giuridica di difesa dei diritti nei tribunali con grandi battaglie ex post, piuttosto che di regolazione ex ante come nell'Ue.

Proprio per questa sua riconosciuta capacità di influenza, il nostro lavoro ha suscitato l'interesse delle autorità, delle imprese, delle organizzazioni internazionali come l'OCSE e degli addetti ai lavori di tutto il mondo.

Dopo quasi tre anni di lavoro, con incontri, seminari e conferenze in tutto il globo, il nuovo regolamento è stato approvato in via preliminare lo scorso 11 maggio, durante la sessione plenaria a Strasburgo, nelle due commissioni parlamentari competenti: quella per il Mercato interno, di cui faccio parte, e quella per le Libertà civili, dove lavora il mio collega Tudorache. È il primo passo prima del voto della plenaria a giugno. Poi il testo approvato dal Parlamento ne rappresenterà la posizione negoziale nella fase dei cosiddetti triloghi, con Consiglio e Commissione, dove si contrapporrà al testo del Consiglio. Una volta trovato l'accordo tra i due codecisori sulla base dei rispettivi testi, il Regolamento verrà approvato definitivamente per entrare in vigore, si spera, nel 2024.

Le norme seguono un approccio graduale e stabiliscono obblighi per fornitori e utenti a seconda del livello di rischio che l'IA può generare. I sistemi di intelligenza artificiale con un livello di rischio inaccettabile per la sicurezza delle persone sono severamente vietati, compresi i sistemi che impiegano tecniche subliminali o intenzionalmente manipolative, quelli che sfruttano le vulnerabilità delle persone o sono utilizzati per il punteggio sociale, il riconoscimento facciale in tempo reale, il riconoscimento delle emozioni nei contesti più sensibili, la categorizzazione biometrica etc.

In pratica il divieto scatta quando viene riconosciuto un certo livello di rischiosità per la salute, la sicurezza e, soprattutto, i diritti fondamentali. L'obiettivo per il grosso dei sistemi regolati, ossia quelli ad alto rischio, è quello di prevenire e mitigare i rischi, attraverso procedure di certificazione per verificare l'adempimento dei requisiti, tra cui governance dei dati, controllo umano, specifiche tecniche e altro, incrementando le potenzialità per consumatori e imprese, per creare sviluppo e opportunità.





Su due punti al Parlamento europeo abbiamo fatto modifiche sostanziali alla proposta originaria della Commissione europea: la fortissima limitazione del riconoscimento biometrico da parte delle forze dell'ordine per la sorveglianza dei luoghi pubblici, che nella bozza prevedeva eccezioni troppo estese.

Viene vietato il riconoscimento biometrico in tempo reale ed è previsto che ci sia una possibilità di utilizzo molto limitato dalle autorità di polizia solo in caso di utilizzo differito e per reati già compiuti, e solo previa autorizzazione giudiziaria.

Sono talmente tanti gli errori di questa tecnologia che il rischio di fermare degli innocenti partendo da immagini confuse e non definite è troppo alto. Su questo registriamo le maggiori differenze con chi ha una visione securitaria e meno attenta alle libertà civili, che auspica un maggiore utilizzo dei sistemi di riconoscimento facciale per aumentare la sicurezza.

Inoltre, nel testo votato a Strasburgo c'è la previsione di una valutazione d'impatto sui diritti fondamentali per le AI ad alto rischio, una misura che ho inserito io stesso perché la considero di cruciale importanza nell'uso dell'intelligenza artificiale in settori ad alto rischio: in base ad essa, gli utilizzatori di IA, prima di impiegarla effettivamente, che sia sul posto di lavoro, nei controlli al confine, nel contesto dell'istruzione etc., dovranno valutare se, nel contesto specifico in cui viene utilizzata, pone particolari rischi per segmenti specifici di popolazione, che il produttore non poteva prevedere, coinvolgendo associazioni di rappresentanti di tali gruppi, e preparando un piano per ridurre i rischi, senza il quale l'applicazione non può essere utilizzata in quel particolare caso.

In generale abbiamo poi aumentato il numero di casi di uso vietati, ad esempio alcuni ambiti del riconoscimento emotivo, per garantire una maggior tutela delle persone. È probabile che questi, in particolare il divieto assoluto di riconoscimento biometrico in tempo reale (e parziale per gli usi ex post), saranno i temi di maggiore scontro nel negoziato con i governi.

Inoltre abbiamo inserito delle misure sull'IA generativa, del tipo di ChatGPT o MidJourney, che quando abbiamo iniziato il nostro lavoro ancora non era accessibile al grande pubblico né potente quanto è ora. In questo caso la parola chiave è trasparenza, perché i risultati che sfornano ChatGPT e altri sistemi simili sono determinati dalla base delle montagne di dati su cui sono stati addestrati.

È ovvio quindi che se l'IA va a pescare "a strascico" tutto il materiale in rete, senza distinguere tra siti di fake news, di propaganda, di siti complottisti o razzisti, le risposte che darà ne saranno influenzate senza che l'utente ne abbia consapevolezza. Allo stesso tempo, è molto probabile che sfruttino il lavoro, la creatività e il diritto d'autore di altri, senza che questi ne abbiano alcun vantaggio.

Quindi, secondo le nostre regole questi sistemi dovranno dichiarare in modo trasparente ogni volta che un testo è generato dall'IA, nonché fornire un riassunto dettagliato dei dati di addestramento tutelati dal copyright. Queste scelte permetteranno a chi legge (o a chi vede un video o un'immagine etc) di sapere che sta leggendo qualcosa di non creato da un essere umano, e questo faciliterà anche le richieste di chi ha prodotto il materiale su cui l'AI si è allenata, con possibili risarcimenti, ove dovuti. Inoltre verrà facilitato il contrasto alla produzione di contenuti illegali oltre alla identificabilità dei deepfakes.

Ma non si tratta di porre solo limiti e divieti. Regolare l'intelligenza artificiale significa anche permettere l'innovazione e cogliere le opportunità che questa offre.

Questo sarà possibile solo se le nostre norme saranno sufficientemente tempestive ed efficaci da costruire una società basata sulla fiducia, piuttosto che sulla paura e sul rigetto del cambiamento.

Se nel futuro prossimo si moltiplicheranno i casi di abusi e i blocchi delle autorità, come quello imposto temporaneamente in Italia a ChatGPT per violazione delle regole sulla privacy, finiremo per lasciare la guida del cambiamento a società e autorità politiche meno scrupolose della nostra.

Per promuovere l'innovazione dell'IA, quindi, abbiamo aggiunto esenzioni a queste regole per le attività di ricerca e per i componenti dei sistemi di intelligenza artificiale forniti con licenze open source.

La nuova legge promuove inoltre le cosiddette "sandbox", o spazi di sperimentazione normativa, ambienti controllati istituiti dalle autorità pubbliche per testare l'intelligenza artificiale prima della sua implementazione.

Insomma, visto l’impatto trasformativo che i sistemi di IA avranno sulle nostre società e sulle nostre economie, questo regolamento europeo è cruciale e dovrà resistere alla sfida del tempo e degli inevitabili aggiornamenti. Essere i primi al mondo a disciplinare una terra inesplorata come quella dell’intelligenza artificiale significa che non ci sono mappe su cui è possibile fare affidamento per orientarsi e per questo è più importante che mai avere ben chiara la bussola dei propri valori. Su questo tema emergono tutte le differenze tra la visione “umanocentrica” e attenta ai diritti e alle libertà civili dell’Unione europea e del suo modello sociale, e quella delle autocrazie o dei sistemi capitalistici dove le esigenze dell’economia prevalgono su quelle della società; tra chi da noi promuove l’Europa delle Patrie, completamente indifesa su temi così globali, e chi crede dell’unità e quindi nella forza dell’Unione europea; tra chi ha una tradizione politica attenta alla vulnerabilità degli individui e dei gruppi sociali più svantaggiati e chi dà la priorità alla sicurezza o al mercato; tra chi vede le opportunità nel cambiamento e chi rifiuta in blocco la modernità.

Contiamo di approvare questo regolamento prima della fine della legislatura, per fare in modo che le regole si applichino il prima possibile, a protezione di tutti i cittadini europei e a favore delle aziende.



**BUREAU EUROPÉEN DE L'AEDE**  
**MOTION**  
**L'ANNÉE EUROPÉENNE DES COMPÉTENCES**  
**BUCAREST – 7 MAI 2023**

Le Bureau européen de l'AEDE, réuni à Bucarest, dimanche 7 mai 2023, s'arrêtant pour réfléchir à la déclaration de la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, qui a proclamé l'année 2023 **«Année européenne des compétences»**, s'exprime lui-même comme suit:

- Tenant compte du fait que la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, dans son discours sur l'état de l'Union du 14 septembre 2022, a rappelé la grande valeur de la formation et de l'éducation pour faire face aux différents défis, tels que la numérisation, la crise climatique et la lutte contre les atteintes aux valeurs européennes;
- Considérant qu'à la même occasion, la Présidente Von der Leyen a déclaré l'année 2023 **«Année européenne des compétences»**;
- Gardant à l'esprit qu'aujourd'hui encore, de nombreux emplois en Europe sont vacants faute de compétences spécifiques;
- Considérant qu'il est nécessaire que les écoles préparent les apprenants avec des compétences qui répondent aux besoins réels du marché du travail;

**DANS LA CONVICTION QUE**

- La disponibilité d'un riche ensemble de compétences représente un élément décisif dans la création de travailleurs hautement qualifiés prêts à répondre aux besoins réels du monde du travail;

**L'AEDE S'ENGAGE À**

- Mettre en place une campagne de sensibilisation sur l'amélioration des compétences dans la formation des étudiants;
- Analyser les besoins en matière de compétences afin de faciliter la reconnaissance des qualifications les plus nécessaires;
- Mettre en œuvre toute initiative visant à soutenir une école de qualité et équitable qui permette à tous les citoyens de trouver une place légitime dans la société et qui puisse garantir la stabilité économique et la prospérité sociale de l'Europe.





**EUROPEAN BUREAU OF AEDE**  
**MOTION**  
**THE EUROPEAN YEAR OF SKILLS**  
**BUCHAREST – MAY 7, 2023**

The European Bureau of AEDE, meeting in Bucharest on Sunday 7 May 2023, reflecting on the declaration of the President of the European Commission, Ursula Von der Leyen, who proclaimed the year 2023 as the “**European Year of Skills**”, expresses itself as follows:

- Taking into account that the President of the European Commission, Ursula Von der Leyen, in her State of the Union address on 14 September 2022, recalled the great value of training and education to face the various challenges, such as the of digitalization process, the climate crisis and the fight against attacks on European values;
- Given that on the same occasion President Von der Leyen declared the year 2023 as the “**European Year of Skills**”;
- Bearing in mind that, still today, many jobs in Europe are vacant, due to lack of specific skills;
- Considering that it is necessary for schools to prepare learners with skills that respond to the real needs of the labor market;

BELIEVING THAT

- The availability of a rich set of skills represents a decisive element in creating highly qualified workers, ready to respond to the real needs of the world of work;

THE AEDE IS COMMITTED

- To implement an awareness campaign on the improvement of skills in the training of students;
- To engage in a careful activity of analysis of the needs of skills to facilitate the recognition of the most necessary qualifications;
- To implement every initiative to support a high-quality and fair school that can allow all citizens to find a rightful place in society and that can guarantee Europe’s economic capacity and social prosperity.



**BUREAU EUROPEO DELL'AEDE**  
**MOZIONE**  
**L'ANNO EUROPEO DELLE COMPETENZE**  
**BUCAREST - 7 MAGGIO 2023**

Il Bureau Europeo dell'AEDE, riunito a Bucarest, Domenica 7 Maggio 2023, soffermandosi a riflettere sulla dichiarazione della Presidente della Commissione Europea, Ursula Von der Leyen, che ha proclamato l'anno 2023 come **"Anno Europeo delle competenze"**, così si esprime:

- Tenuto conto che la Presidente della Commissione Europea, Ursula Von der Leyen, nel suo discorso sullo Stato dell'Unione, il 14 Settembre 2022, ha richiamato il grande valore della formazione e dell'istruzione per far fronte alle varie sfide, come il processo di digitalizzazione, la crisi climatica e la lotta contro gli attacchi ai valori europei;
- Visto che nella stessa occasione la Presidente Von der Leyen ha dichiarato l'anno 2023 come **"Anno Europeo delle Competenze"**;
  - Tenuto conto che, ancora oggi, molti posti di lavoro in Europa sono vacanti per mancanza di competenze specifiche;
  - Considerato che è necessario che le scuole preparino discenti con competenze che rispondano alle reali esigenze del mercato del lavoro;

**NELLA CONVINZIONE CHE**

- La disponibilità di un ricco bagaglio di competenze rappresenti un elemento decisivo per creare lavoratori altamente qualificati e pronti per rispondere alle reali esigenze del mondo del lavoro;

**L'AEDE SI IMPEGNA**

- Ad attuare una campagna di sensibilizzazione sul miglioramento delle competenze nella formazione degli allievi;
- Ad impegnarsi in una attenta attività di analisi del fabbisogno delle competenze per favorire in maniera più agevole il riconoscimento delle qualifiche maggiormente necessarie;
- A mettere in atto ogni iniziativa a sostegno di una scuola di alta qualità ed equa che possa permettere a tutti i cittadini di trovare una giusta collocazione nella società e che possa garantire all'Europa la tenuta dell'economia e la prosperità sociale.





*L'AEDE autorise la diffusion de cette publication dans toutes les institutions scolaires, auprès des enseignants et du personnel éducatif au niveau européen.*

*AEDE authorizes the dissemination of this magazine to all schools, teachers and educational staff at European level.*

*L'AEDE autorizza la diffusione di questo giornale a tutte le Istituzioni scolastiche, docenti e personale educativo a livello europeo.*



---

## **L'AEDE/EAT**

**est une Association internationale à but non lucratif  
(AISBL)**

**2 Place Luxembourg (MEI-EMI), 1050 BRUXELLES**

**[www.aede.eu](http://www.aede.eu)**

**[aedeeuropea@gmail.com](mailto:aedeeuropea@gmail.com)**